

Évolution positive des indicateurs du recouvrement

Les indicateurs du recouvrement affichent une évolution positive. Le niveau des impayés est en diminution et les demandes de délais restent majoritairement orientées à la baisse.

À fin décembre^(*), le taux d'impayés de l'ensemble des entreprises du secteur privé, hors taxation pour non déclaration, est en diminution de 0,10 point sur un an. Les entreprises de moins de 250 salariés affichent un taux d'impayés en baisse, alors qu'il est en légère hausse pour les très grandes entreprises (+ 2 000 salariés).

À fin décembre, les demandes de délais^(**) pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés) continuent d'afficher une forte baisse sur un an glissant (- 30,1 %). Cette diminution est plus importante que celle du mois précédent. Et la tendance semble se poursuivre sur trois mois puisque les demandes de délais continuent de reculer fortement.

Sur l'ensemble des entreprises de plus de 9 salariés, les demandes de délais stagnent sur un an (- 0,1 %). Cette stabilité s'explique par deux mouvements contraires : une augmentation des demandes de délais dans les entreprises de plus de 250 salariés contrebalancée par une baisse dans celles de moins de 20 salariés.

* Le commentaire de fin décembre a été maintenu car l'évolution sur le nouvel exercice n'était pas significative.

** Le champ de la série correspond maintenant aux entreprises situées géographiquement en Ile-de-France (avant, nous présentions les données sur un domaine de gestion). Les tendances sur les deux champs sont logiquement similaires, la très grande majorité des petites entreprises franciliennes étant gérée par l'Urssaf Ile-de-France.

Chiffre clé

62 700

C'est le nombre de comptes qui ont été immatriculés en 2019 pour gérer les nouveaux établissements des entreprises franciliennes.

L'Urssaf Ile-de-France, observatoire statistique régional

Au fil des formalités remplies par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, les Urssaf collectent des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail dans leur région de compétence. L'Urssaf Ile-de-France est compétente auprès des acteurs économiques installés dans la région. En 2019, elle a collecté **117 milliards d'euros** de cotisations pour financer les prestations de Sécurité sociale.

Indicateur interne à la gestion de l'organisme

Évolution annuelle à fin décembre 2019

Entreprises du secteur privé

Taux des restes à recouvrer hors taxations pour non-déclaration - 0,10 pt (sur 12 mois glissants)

Taux des restes à recouvrer : montant des cotisations non soldées par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises.

Source : Urssaf - Acoiss

Indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Ile-de-France

Évolution annuelle à fin décembre 2019

Entreprises - 10 salariés

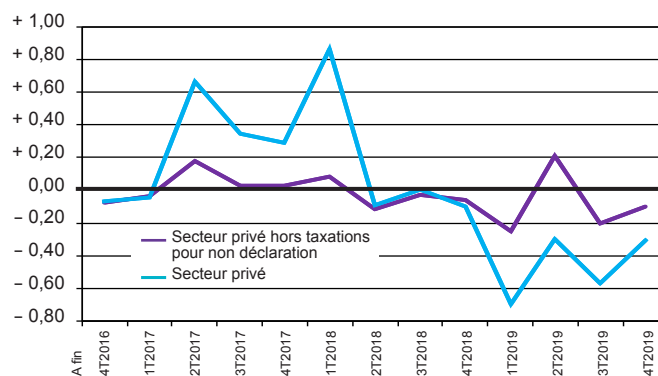
Nombre de délais demandés - 30,1 % (sur 12 mois glissants)

Entreprises + 9 salariés

Nombre de délais demandés - 0,1 % (sur 12 mois glissants)

Source : Urssaf - Acoiss

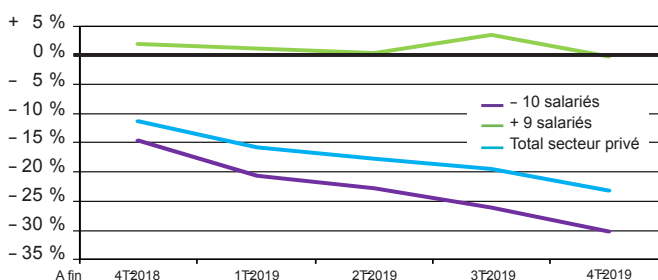
Évolution des taux des restes à recouvrer en point (glissement annuel)



Note : en 2017, une nouvelle loi sur le calcul des taxations pour non déclaration a eu pour conséquence l'augmentation de ce type de créance.

Source : Urssaf - Acoiss

Évolution des demandes de délais (glissement sur 12 mois)



Source : Urssaf - Acoiss

Une croissance soutenue des CDD de plus d'un mois

À fin novembre, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) hors intérim est en augmentation de 3,5 % sur un an, soit une progression légèrement supérieure à celle observée le mois précédent. Cette progression découle de la croissance des CDI et d'une hausse significative des CDD de moins d'un mois (+ 3,7 %). En revanche, l'évolution du nombre de CDD de plus d'un mois est faible (+ 0,4 %). Sur les trois derniers mois connus, le nombre de DPAE total hors intérim augmente de 3,3 %, principalement du fait de la croissance des CDD de moins d'un mois.

Le nombre de DPAE en CDI enregistre une progression de 4,6 % sur un an glissant. Mais cet indicateur affiche une croissance plus faible à court terme.

Le rythme de créations d'emplois en Ile-de-France se maintient

Au 3^e trimestre, l'emploi salarié privé en Ile-de-France affiche une hausse trimestrielle de 0,5 %, commune à tous les grands secteurs d'activité, à l'exception de l'intérim. Près de 21 900 emplois ont été créés durant ces trois mois. Sur un an, le niveau d'emploi francilien affiche une croissance de 97 500 salariés (soit + 2,1 %). Dans le même temps, l'emploi national augmente à un rythme moins soutenu (soit + 1,4 % sur un an).

La masse salariale progresse de 3,8 % sur un an cumulé en Ile-de-France (dont + 4,4 % pour le seul 3^e trimestre), hors prime exceptionnelle de pouvoir d'achat. Cette hausse est légèrement plus importante que celle observée sur le plan national (+ 3,3 %). En incluant cette prime exonérée de toute cotisation et contribution sociale, ces chiffres sont respectivement de + 4,0 % pour l'Ile-de-France et de + 3,6 % pour la France entière. Sur un an, sa progression découle néanmoins aussi bien d'un effet salaire que d'un effet emploi. L'évolution du SMPT (salaire moyen par tête) en glissement trimestriel affiche une augmentation de 1,0 %. Sur un an glissant, arrêté au 3^e trimestre, la croissance du SMPT est significativement en hausse (+ 2,3 %). Le SMPT francilien s'établit à 3 417 € brut.

Indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Ile-de-France

Évolution annuelle à fin novembre 2019

Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 12 mois glissants)	+ 3,5 %
Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 3 mois glissants)	+ 3,3 %
Nombre de CDI (sur 12 mois glissants)	+ 4,6 %
Nombre de CDD de plus d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 0,4 %
Nombre de CDD de moins d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 3,7 %
Nombre de DPAE en CDI (sur 12 mois glissants)	1 402 604

Évolution annuelle à fin septembre 2019

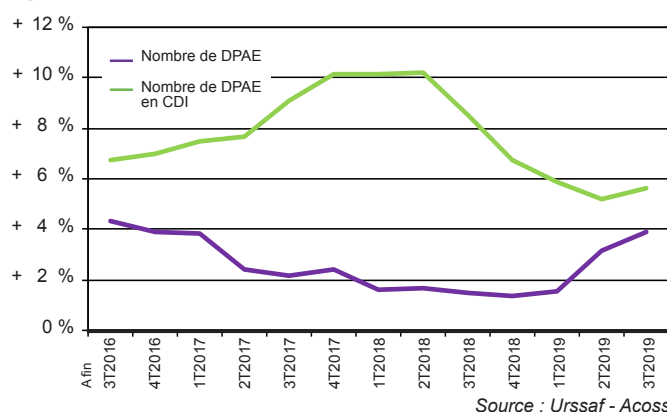
Effectifs salariés	+ 2,1 %
Salaire Moyen Par Tête	+ 2,3 %
Niveau des effectifs privés (données désaisonnalisées)	4 841 947

Évolution annuelle du 3^e trimestre 2019

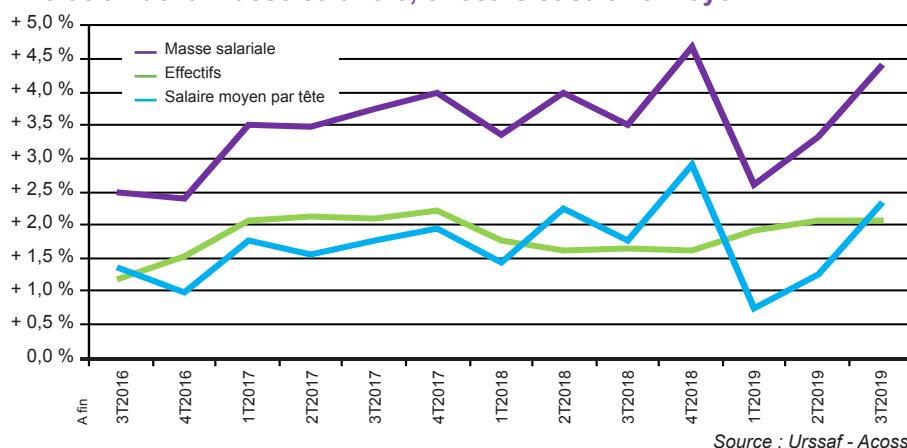
Assiette salariale	+ 4,4 %
--------------------	---------

Source : Urssaf - Acooss

Évolution du nombre de DPAE hors intérim (glissement annuel)



Évolution de la masse salariale, effectifs et salaire moyen



AVERTISSEMENT. Le champ et les sources de l'intérim (Dares) ont évolué. Plus d'informations dans l'Acooss Stats 298 disponible sur www.acooss.fr. De plus, la mise en oeuvre de la déclaration sociale nominative (DSN) progressive, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, pourraient conduire à des révisions plus importantes durant la phase de montée en charge.